

SONDAGE

Rassemblement jeudi 02 juin à 8 heures devant Cambronne : 25 personnes présentes...

La CGT en a profité pour effectuer un petit sondage parmi celles et ceux qui passaient la grille. Sur environ 300 personnes, 60 % se déclarent contre la loi travail, 8 % pour et 32 % ne se prononcent pas.

Nous sommes assez étonné-es qu'après 3 mois de débats et d'informations, 32 % des collègues ne se prononcent pas ! Pudeur ou timidité ? Pourtant l'expression est libre comme elle le sera lors de **deux séances de votation organisées les 10 et 13 juin à la DRFiP 44.**



LE MEPRIS

Bruno Parent, le Directeur Général, nous a rendu visite lundi 6 juin avec une nouvelle fois une tentative de mascarade autour du dialogue social. Chaque syndicat a été invité vendredi à 15h00 à donner deux noms pour une rencontre avec notre DG. Réponse impérative avant 16h30 !

N'ayant aucune envie de jouer les faire-valoir de la propagande officielle de Bercy, nous avons décidé de ne pas y aller. Qui plus est, la récente mobilisation à Clermont-Ferrand lors des 50 ans de l'ENFIP nous a encore démontré toutes les limites de ce genre d'exercice.

À chaque fois, au menu, langue de bois et dialogue de sourd.

Seul élément notable de ces entrevues, les propos sur les restructurations à la DGFIP. 148 restructurations sont encore à l'étude, et des décisions seront rendues dans les prochains jours !

Bref, circulez, il n'y a rien à voir et continuons la casse méthodique de la DGFIP.

ON A BESOIN DE TOI !

Payer sa cotis' à la CGT est un acte de solidarité avec l'ensemble des salarié-es.

C'est donner les moyens au syndicat d'assumer son rôle de défense de tou.te.s les salarié-es.

Donne-toi les moyens d'agir en participant à la vie du syndicat. **Rejoins-nous** dans les AG, les manifs. Faisons grève pour nous défendre, défendre celles et ceux qui ne peuvent le faire seul-es, **gagnons ensemble** plus de justice sociale ! C'est le moment !

COMMUNICATION DE CRISE

Les communicant-es ont déjà vendu sans relâche aux médias « le coût du travail » à la place du « salaire », le « plan de sauvetage de l'emploi » pour « plan de licenciement », « charges sociales » pour « cotisations », « partenaires sociaux » pour « responsables syndicaux » et tant d'autres leurres qui circulent désormais comme des vérités révélées. Leurs nouveaux produits viennent de sortir : La grève se prononce désormais « blocage » et est le fait non pas de « salarié-es » en lutte mais d'une « minorité » et cette minorité est « radicalisée ».

La manœuvre est grossière – et sans doute efficace à cause de sa grossièreté même – car elle induit l'équation que tous les médias s'empressent de démontrer : gréviste = terroriste (un mélange d'anarchiste au drapeau noir, de rouge un couteau entre les dents, de djihadiste du conflit social). Heureusement que le ridicule ne tue pas !

CHOMER TUE

Le chômage touche 10,6 % de la population active. 40 % ne sont pas indemnisé-es. Pourtant, l'impact du chômage sur les personnes et leur entourage reste méconnu.

14 000 décès par an lui sont imputables.

Le chômage est un « facteur de risque » qui doit être appréhendé comme tel : organisation d'un suivi sanitaire et psychologique précoce, accompagnement renforcé en termes d'accueil par Pôle emploi et d'insertion sociale et professionnelle. Mais c'est aussi le regard sur les personnes au chômage qu'il faut changer. La lutte contre les discriminations fondées sur la précarité sociale, la médiatisation de leur vécu, leur participation aux politiques publiques qui les concernent poursuivent cet objectif.

<http://www.lecese.fr/travaux-publies/limpact-du-chomage-sur-les-personnes-et-leur-entourage-mieux-prevenir-et-accompagner>

Manifestations jeudi 9 juin :

- 10h30 Saint-Herblain (200 m terminus tram Marcel Paul près du restaurant « La Fantasia de Marrakech »)
- 10h30 Saint-Nazaire Place de la Gare

